TABLE ANALYTIQUE ET NOMINATIVE

DES

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

SESSIONS DE 1947 - 1948

Du 10 décembre au 31 décembre 1947 et du 13 janvier au 30 décembre 1948.

ANNEXES AUX PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

PROPOSITIONS ET PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION — DEMANDES D'AVIS — RAPPORTS

TABLE ANALYTIQUE

ANNÉE 1947

MESSAGE de M. le Président de l'Union française, n° **1** (p. 1).

A

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE. — Proposition de résolution présentée par MM. Corval et Georges Le Brun Keris et les membres du groupe M. R. P., tendant à la célébration solennelle, dans l'Union française tout entière, du centenaire du décret du 27 avril 1848, abolissant l'esclavage « dans toutes les colonies et possessions françaises », n° **15** (p. 3).

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1. Projet de décret transmis par M. le Ministre de la France d'outre-mer à M. le Président de l'Assemblée de l'Union française, modifiant le décret du 2 avril 1932 portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, n° **27** (p. 7). — Rapport de M. Mignot, n° **50** (année 1948) (p. 53).

2. Projet de décret transmis par M. le Ministre de la France d'outre-mer à M. le Président de l'Assemblée de l'Union française, portant majoration des rentes attribuées aux victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire de l'Afrique occidentale française et à leurs ayants droit, n° **28** (p. 47). — Rapport de M. Mignot, n° **51** (année 1948) (p. 53).

ALLOCUTIONS.

1. Allocution prononcée par M. Albert Sarraut, président d'âge, n° **2** (p. 1).

2. Allocution prononcée par M. Daniel Boisdon, président de l'Assemblée de l'Union française, n° **18** (p. 3).

A. O. F. — Voy. : CHEMINS DE FER, §§ 1er et 2.

ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE.

I. — **Auditions de Hauts Commissaires.**

1. Proposition de résolution présentée par M. Estèbe et les membres des groupes union-métropole-outre-mer et indépendants d'outre-mer, invitant l'Assemblée de l'Union française à désigner une commission pour procéder à l'audition de M. Bollaert, Haut Commissaire en Indochine, n° **14** (p. 2).

2. Proposition de motion présentée par M. Barbé et les membres du groupe communiste, réitérant la demande d'audition de M. le Haut Commissaire de la République française pour l'Indochine, n° **31** (p. 8).

3. Proposition présentée par M. Raymond Lombardo et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, demandant au Gouvernement d'autoriser M. de Coppet, Haut Commissaire de France à Madagascar, à être entendu par une commission désignée par l'Assemblée de l'Union française, et invitant l'Assemblée de l'Union française à désigner une commission pour procéder à l'audition de M. de Coppet, Haut Commissaire à Madagascar, n° **23** (p. 6).

4. Proposition présentée par M. Georges Boussenot, demandant à M. le Ministre de la France d'outre-mer d'autoriser M. le Haut Commissaire de la République à Madagascar à venir devant sa commission du règlement pour y être entendu et lui fournir tous renseignements sur la situation politique et économique de la Grande Ile, n° **24** (p. 6).

II. — **Opérations électorales.**

1. Rapport de M. Jacobson, au nom du 1er Bureau sur les opérations électorales de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du département d'Alger et du Cameroun, n° **6** (p. 2).

2. Rapport de M. René Moreux, au nom du 2e Bureau, sur les opérations électorales de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, n° **7** (p. 2).

3. Rapport de M. Vivier, au nom du 3e Bureau, sur les opérations électorales de l'Océanie, du Gabon, de la Guadeloupe, de la Guyane et du Moyen-Congo (celles de la Guinée et de la Martinique étant réservées), n° **8** (p. 2).

4. Rapport du M. Boussenot, au nom du 4e Bureau, sur les opérations électorales du Niger, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Oubangui-Chari, de la Réunion, de Saint-Pierre et Miquelon, du Sénégal, de la Côte des Somalis, du Soudan, du Tchad et du Togo, n° **9** (p. 2).

5. Rapport de M. le Général Chevance-Bertin, au nom du 3e Bureau, sur les opérations électorales de la Guinée, proposant la validation de MM. Montrat, Tétau et Touré et réservant le cas de M. Delmas pour enquête, n° **10** (p. 2).

6. Rapport de M. Comiti, au nom du 3e Bureau, sur les opérations électorales de la Martinique, concluant à la validation de M. Sylvestre, n° **11** (p. 2).

7. Rapport de M. Zinsou, au nom du 3e Bureau, sur les opérations électorales de la Mauritanie, concluant à provoquer un deuxième tour de scrutin, n° **12** (p. 2).

8. Rapport de M. Jacobson, au nom du 1er Bureau, tendant à la validation des opérations électorales du département de Constantine (1er et 2e collèges) concluant à la validation de MM. Cianfarani, Pieri, Abbas (Ferhat) et Lakhdari, n° **16** (p. 3).

9. Rapport de M. Guyard, au nom du 1er Bureau, sur les opérations électorales du département d'Oran, n° **20** (p. 6).

III. — **Organisation des travaux de l'Assemblée.**

Proposition de résolution présentée par MM. Boisdon et Max André et les membres du groupe M. R. P., tendant à l'organisation des travaux de l'Assemblée, n° **3** (p. 1).

IV. — **Règlement.**

1. Proposition de résolution présentée par M. Barbé et les membres du groupe communiste et apparentés, tendant à la désignation d'une commission provisoire du règlement, n° **4** (p. 2).

2. Proposition de résolution présentée par M. Julien et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à la désignation d'une commission provisoire du règlement, n° **5** (p. 2).

3. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission provisoire du règlement sur l'adoption de sept articles du règlement, n° **13** (p. 2).

4. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission provisoire du règlement, proposant un article 11 du règlement provisoire relatif au droit de vote des membres de l'Assemblée non encore validés, n° **17** (p. 3).

5. Texte de M. Alfred Bour, au nom de la commission provisoire du règlement, des articles des sept premiers titres du projet de règlement soumis aux délibérations de l'Assemblée, n° **19** (p. 4).

6. Rapport de M. Alfred Bour, au nom de la commission provisoire du règlement, sur le texte des sept premiers titres du projet de règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° **21** (p. 6).

7. Texte de M. Alfred Bour, au nom de la commission provisoire du règlement, de l'article 1er, deuxième alinéa, du projet de règlement soumis aux délibérations de l'Assemblée, n° **29** (p. 8).

8. Rapport de M. Alfred Bour, au nom de la commission provisoire du règlement, sur le texte de l'article 1er, deuxième alinéa, du projet de règlement, soumis aux délibérations de l'Assemblée, n° **30** (p. 8).

V. — **Salut de l'Assemblée.**

Proposition présentée par M. Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., adressant le salut de l'Assemblée aux nations et peuples de l'Union française et exprimant le vœu que les États associés puissent prendre part à ses travaux, n° **22** (p. 6). — Rapport par M. Alphonse Juge, n° **64** (1948) (p. 59).

C

CHEMINS DE FER

1. Proposition présentée par MM. Gabriel d'Arboussier et Raymond Barbé et les membres des groupes du rassemblement démocratique africain, communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour résoudre le conflit des chemins de fer et des wharfs de l'Afrique occidentale française, n° **32** (p. 8).

2. Proposition présentée par M. Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, invitant l'Assemblée de l'Union française à intervenir auprès du Gouvernement pour que les grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française soient rapidement résolues, n° **33** (p. 9). — Rapport par M. Zinsou, n° **49** (1948) (p. 52).

CONSEIL GENERAL. — HAUTE-VOLTA. — Proposition de loi présentée par MM. Aujoulat, Boganda et Duveau, députés, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président de l'Assemblée de l'Union française, tendant à instituer le conseil général de la Haute-Volta, n° **26** (p. 6). — Rapports par M. Razac, nos **30** (p. 8) et **57** (p. 55) (1948).

P

PLANS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Proposition présentée par MM. Jacobson, d'Arboussier, Bourgarel, Gervain et Lhuillier, tendant à recommander au Gouvernement et au Parlement français: de fixer la subvention à attribuer par voie budgétaire aux territoires d'outre-mer, pour la réalisation des plans sociaux et économiques de 1948 au montant minimum nécessaire pour l'exécution desdits plans; de décider, dès à présent, le montant de la subvention minima afférente au premier semestre 1949; et, en général, d'accroître les moyens d'exécution des plans des territoires d'outre-mer (crédits, devises, monnaie-matière, fournitures prioritaires) dans la répartition de ces moyens entre la métropole et les territoires d'outre-mer, n° **25** (p. 6).